



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 28 SEP. 2020

**mettant en demeure la société Wendling TP
de respecter des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2019
relatives aux espèces protégées**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- Vu le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2019 relatif à l'exploitation d'une carrière, d'installations de traitement et d'une station de transit situées à Rosteig et exploitée par la société Wendling TP ;
- VU le rapport du 02 septembre 2020 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2019 susvisé dispose que la zone du fossé humide est préservée sur la surface prévue sur le schéma joint en annexe 5. La zone à éviter est matérialisée ; que la partie sud du fossé n'a pas été totalement évitée ; qu'il convient qu'elle soit restaurée ;

Considérant que l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2019 susvisé dispose que le fossé est géré pour conserver son caractère pionnier et humide. La biomasse végétale est contrôlée par un débroussaillage lorsque cela est nécessaire ; que le fossé n'a pas été géré (la biomasse végétale n'a pas été contrôlée) ;

Considérant que l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2019 susvisé dispose que le fossé est protégé par un dispositif adapté ; qu'un dispositif adapté n'a pas été mis en place sur l'intégralité de la surface du fossé humide ;

Considérant que l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2019 susvisé dispose qu'un suivi écologique est réalisé avec l'assistance d'une personne ou d'un organisme compétent et qu'une campagne de suivi est réalisée la première année à compter de la notification du présent arrêté ; que le suivi n'a pas été réalisé la première année (2020) ;

Considérant qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Wendling TP, dont le siège social se trouve rue Principale à Weislingen (67290) est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes pour l'exploitation de la carrière située à Rosteig, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2019 : dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté :
"Le fossé existant est protégé par un dispositif adapté".
- Article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2019 : dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté :
"La zone du fossé humide est préservée sur la surface prévue sur le schéma joint en annexe 5. La zone à éviter est matérialisée".
- Article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2019 : dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté :
"Le fossé est géré pour conserver son caractère pionnier et humide. La biomasse végétale est contrôlée par un débroussaillage lorsque cela est nécessaire".
- Article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2019 : dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté :
*"Un suivi écologique est réalisé avec l'assistance d'une personne ou d'un organisme compétent. Il comprend un suivi spécifique à la Limoselle aquatique.
[...] Une campagne de suivi est réalisée la première année à compter de la notification du présent arrêté [...]. Chaque campagne comprend 2 inventaires réalisés sur une même année".*

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg par voie postale (31, avenue de la paix, 67000 STRASBOURG) ou sur le site www.telerecours.fr.
Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Rosteig.

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général

Yves SEGUY

